

LE FIGARO

**Laurent Wauquiez au Figaro :
« Emmanuel Macron conduit la France dans le mur »**



INTERVIEW - Pour le président des Républicains, qui fait sa rentrée dimanche au mont Mézenc (Haute-Loire), la baisse de la dépense publique est «le sujet fondamental». «Il faut rendre l'argent aux Français», clame-t-il.

LE FIGARO. - Vous vous êtes peu exprimé cet été au moment de l'affaire Benalla. Pourquoi?

Laurent WAUQUIEZ. - Je n'ai pas l'obsession du concours de décibels en politique. Il faut savoir prendre du recul. J'ai dit ce que je pensais de cette affaire puis le débat s'est déplacé au Parlement: Christian Jacob, Bruno Retailleau, Guillaume Larrivé, Philippe Bas ont parfaitement assumé leurs responsabilités et mon devoir de président des Républicains n'est pas de monopoliser la parole mais de construire une équipe en laissant s'exprimer les talents.

Le pouvoir d'Emmanuel Macron est-il écorné en cette rentrée?

La réalité, c'est que cette première année du quinquennat est un échec.

Un échec? Dans les réformes menées?

Il faut rendre l'argent aux Français. Je le dis aussi crûment que cela parce que le problème est aussi simple que cela! Notre pays étouffe sous le poids des impôts, des taxes, des charges. La France, avec les décisions d'Emmanuel Macron, notamment sur la CSG, a maintenant le record des prélèvements obligatoires en Europe. Jamais les classes moyennes n'ont autant payé. Quel en est le résultat? On a étouffé la croissance. On nous explique que ce serait comme une mauvaise nouvelle qui nous tombe dessus. Mais c'est le résultat de la politique économique pratiquée par Emmanuel Macron depuis un an!

Il n'y a aucune lutte contre le gaspillage de l'argent public, et par conséquent aucune baisse des impôts. C'est d'autant plus rageant qu'il a gaspillé une année de croissance sans agir. Moi, en deux ans, j'ai baissé de 12 % les dépenses de fonctionnement dans ma région. Qu'on ne vienne donc pas me dire qu'il n'est pas possible de lutter contre le gaspillage de l'argent public. Pour cela, on a besoin d'une règle d'or: baisser la dépense publique pour baisser les impôts. Je mets en garde contre toute augmentation des charges et des contraintes sur les entreprises au moment où la croissance faiblit.

La baisse de la dépense publique est donc pour vous le dossier prioritaire ?

C'est pour moi le sujet fondamental de la rentrée. Je vais le dire plus nettement encore: la transgression qu'on attendait du président de la République, ce n'était pas l'organisation d'un concert de rap ordurier à l'Élysée, c'était d'avoir le courage de rompre avec la tradition française de gaspillage de l'argent public.

Revenons sur le terme «échec» que vous utilisez. Vous avez pourtant soutenu certaines réformes engagées...

Comprenez-moi bien, je ne dis pas un seul instant qu'il n'a rien fait. Je dis que ce qu'il a fait ne produit aucun résultat et qu'on ne peut pas gâcher quatre ans de plus. Il répète en cette rentrée «réformes, réformes», comme un Shadok qui aurait peur de tomber de vélo! Oui, je le dis, cette première année de quinquennat est un échec avec la plus forte baisse de pouvoir d'achat depuis six ans, la même augmentation de dépense publique que sous François Hollande, une hausse des emplois publics, la plus mauvaise croissance de toute l'Europe, le record historique d'entrée de migrants, la dégradation continue de l'autorité et l'inaction face à l'islamisme. Si on continue sur ce rythme, Emmanuel Macron conduit la France dans le mur, et tout cela peut très mal finir.

La droite fait sa rentrée en ordre dispersé. C'est un mauvais signal, non?

À chaque rentrée politique, j'entends la même rengaine. Ne comptez pas sur moi pour me plaindre qu'il y ait beaucoup d'initiatives et de manifestations partout en France pour cette rentrée. C'est le signe d'une droite qui reprend du tonus et tant mieux!

Pourquoi n'être pas alors allé à la rentrée de Valérie Pécresse?

Je n'ai pas été invité et cela ne me choque pas, car c'est le rassemblement de son microparti, et je n'en suis pas membre.

Mais Valérie Pécresse n'est-elle pas en train de vous faire concurrence?

Il y a une vieille tentation en politique de faire dans son coin plutôt que de construire ensemble. Je suis le chef de notre famille politique. J'ai une responsabilité qui est autre. Et je souhaite qu'en cette rentrée toutes les figures de la droite le comprennent bien: c'est une nouvelle étape qui commence. Maintenant que les illusions du macronisme se dissipent, les Français sont en attente d'une parole claire de la droite. Le temps n'est pas aux petites chapelles personnelles. Le temps est à la construction d'une église commune. Chaque choix est respectable mais ceux qui pratiquent la division devraient méditer cela: à force de ne pas monter dans le train, on risque de rester à quai.

S'il y a du monde sur le «quai», n'est-ce pas l'illustration d'un manque de votre leadership?

Ce sont de très vieilles attitudes en politique qui consistent, dès qu'une équipe se met en place, à penser qu'en lui tapant dessus on pourra exister. Je laisse les postures de division aux autres, j'avance, et je tends la main à tous ceux qui sincèrement veulent participer à la construction d'une nouvelle droite.

Pécresse, Bertrand, vous... Cela fait beaucoup pour un seul fauteuil, non?

J'ai fait un choix différent à deux niveaux: comme beaucoup, j'aurais pu créer ma petite écurie au moment de la débâcle électorale de 2017. J'ai fait le choix de consacrer mon énergie au collectif et à la reconstruction de notre famille politique. Et je ne le regrette pas un seul instant. La deuxième différence, c'est l'évolution des discours de ceux qui avaient pour Macron le regard de Chimène. Aujourd'hui, ils durcissent le ton pour s'adapter à la courbe des sondages. Moi, je n'ai pas changé. Ce que je dis aujourd'hui, je le disais il y a un an.

Alain Juppé rassemble ses amis le 8 septembre. Craignez-vous la construction d'une autre force de droite, avec une liste aux européennes?

Il faut bien comprendre qu'en 2017 une page s'est tournée. J'ai le plus grand respect pour ceux qui ont été les grandes figures de la politique française mais je regarde vers l'avenir. La nouvelle droite qui émerge ne doit pas recommencer les erreurs du passé. J'ai clairement réaffirmé notre engagement européen, ce qui ne permet pas le maintien de certaines postures ou alibis.

Dans son livre, Maël de Calan taxe votre discours de «populiste». Comprenez-vous cette critique?

Si je comprends bien, voilà quelqu'un qui met toute son énergie à écrire un livre pour critiquer sa famille politique, et qui juge les autres diviseurs. Permettez-moi le sourire de Saint-Simon... Le terme «populisme» est si souvent employé pour faire taire la droite par quelques esprits suffisants qui se croient bien souvent plus brillants qu'ils ne le sont réellement! Quand je me suis engagé en politique, j'ai fait un choix, qui est celui d'écouter les Français. J'entends leur colère, leurs inquiétudes face au communautarisme, aux impôts, aux taxes. Je préfère écouter en politique plutôt que le comportement de certains qui du haut de leur splendeur traitent de populisme tout ce qui ne correspond pas à leurs certitudes.

Vous faites votre rentrée au mont Mézenc. Quel sera votre mot d'ordre?

Après les désillusions apportées par Macron, il n'y a plus de doutes sur l'existence et la nécessité d'une voix de droite en France. Cette année doit être une année d'écoute et d'attention aux Français. Le président enfermé dans sa tour d'ivoire donne le sentiment de beaucoup de mépris et d'arrogance. Nous devons être la droite qui écoute et qui propose. Je ferai une quinzaine de déplacements en septembre, partout en France. Et ce rythme-là, je le garderai tout au long de l'année.

Les européennes auront lieu en mai. Avez-vous trouvé la tête de liste de LR?

On doit définir notre programme, et ce sera tout notre travail à l'automne et à l'hiver. Et on choisira une tête de liste qui corresponde au programme qu'on souhaite porter. Pas en sens inverse.

N'est-ce pas le signe plutôt qu'aucune tête de liste ne s'impose?

Comme j'aimerais n'avoir qu'un choix à faire! J'ai plutôt pléthore de talents et de profils différents possibles. Ce peut être un représentant de la société civile, un membre de la nouvelle génération, quelqu'un qui incarne une vraie expérience sur la scène européenne ou une des figures fortes de notre famille politique.

Vous êtes-vous entretenu avec Michel Barnier?

Je m'entretiens régulièrement avec lui. C'est quand même une fierté pour notre pays d'avoir un Français qui conduit les négociations sur le Brexit. Il le fait avec fermeté, en refusant qu'on vende l'Europe à la découpe tout en comprenant les préoccupations des Anglais. J'ai beaucoup de respect pour ce qu'il fait. Et nous sommes en plus originaires de la même région.

Pourrait-il être la tête de liste de LR?

Il fait partie des Français qui ont une très forte expérience sur la scène européenne.

L'Europe doit faire face au dossier des migrants et de l'Aquarius. Emmanuel Macron dit ne pas accepter de déportations de «migrants». Partagez-vous cette position?

Ce qui m'a frappé, c'est la façon dont Macron a balayé d'un revers de la main les appels de très nombreux pays européens à contrôler les frontières. J'ai été très frappé par le mépris avec lequel il les a qualifiés de «passion triste». Défendre son pays, refuser que les frontières soient des passoires, être attaché à son identité, ce ne sont pas des «passions tristes», c'est notre première responsabilité. C'est, pour moi, une des raisons essentielles de mon engagement en politique. J'ai une vision pour la France et je veux pouvoir transmettre à mes enfants les racines d'un pays dont ils seront les héritiers.

Si l'on revient au dossier de l'Aquarius, il y a là une parfaite hypocrisie d'Emmanuel Macron. C'est toute sa politique qui est résumée dans ces faux-semblants. On ne prend pas le bateau dans nos ports mais on prend les migrants de l'Aquarius dans nos villes. Moi j'ai un discours clair sur le sujet: la France ne peut pas accueillir de nouveaux migrants car notre capacité d'intégration est dépassée. Et ce sujet fera partie des sujets majeurs de l'élection

européenne. C'est l'Europe sans frontières proposée par Emmanuel Macron contre la volonté d'une Europe qui protège.

La gestion de ce dossier par Matteo Salvini en Italie est-elle pour vous un exemple? L'appréciez-vous?

Que j'aime ou pas Salvini n'est pas la question et personnellement je n'aime pas tellement donner des leçons de morale à ceux qui ont été démocratiquement élus, en plus dans un pays ami. À l'arrivée, ce qui m'intéresse c'est: parvient-on ou non à un meilleur contrôle de nos frontières?